



"Demandez l'heure à la république: Hop, elle vous ment!"

Adresse publique à SciencePo quant au "comme un niqué" protestant niais de l'équipe d'aveugles croyant mener cette ivre barcasse...

Avé!

Sous forme de corrigé explicatif:

Nous, doyennes et doyens des Écoles, directrices et directeurs des centres de recherche, des départements de Sciences Po ainsi que les membres élus de la faculté permanente du conseil d'administration (CA) de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), exprimons de manière unie et solidaire notre profonde émotion à la suite de la visite inopinée du Premier ministre lors de la séance du CA du 13 mars 2024.

À la lumière de cet événement, nous tenons à exprimer les éléments suivants :

1- Aucun responsable politique ne saurait s'arroger le droit de dévaloriser les **principes fondamentaux d'indépendance et de liberté académiques** *(((inaplicable du fait des doxas et lois illégales & illégitimes de la ripouxblík, cf Pleven, Fabius/Gayssot, Perben..., 6-3-24*))*), tels qu'ils sont consacrés par les lois de la République. Rappelons que **la liberté académique garantit le droit d'enseigner et de mener des recherches en toute indépendance, sous le contrôle et la supervision des pairs mais sans ingérence de quelque autorité extérieure que ce soit, y compris l'État** *(((FAUX, idem)))*. Tout comme la liberté de la presse pour les journalistes, **ce principe garantit la légitimité du travail des universitaires, fondé sur des preuves et des raisonnements réfutables** *(((FAUX, idem)))*. Les allusions à une éventuelle « reprise en main » *(((Par QUI?*))*) de notre établissement lors du CA du 13 mars, contreviennent ostensiblement à ce principe cardinal. Or, dans une démocratie libérale, **la défense de la liberté universitaire doit être une priorité absolue, en particulier pour recentrer le débat public autour des faits et du savoir** *(((IMPOSSIBLE, idem et concernant aussi des domaines comme l'astrophysique, la biologie, la médecine, la physique, la climatologie, les énergies, l'ethnographie, la raciologie... La Doxa, comme sous Ceausescu ne peut être remise en cause, surtout si des prébendes y sont impliquées)))*.

2- Nous dénonçons sans équivoque toutes les formes d'exclusion, de discrimination, d'antisémitisme, de racisme, d'islamophobie et de violence. Nous avons également à cœur que soient assurés la protection et la sérénité de nos étudiantes et de nos étudiants, et le respect de leurs sensibilités souvent directement éprouvées aujourd'hui.

3- Nous tenons à rappeler que Sciences Po est régi par des règles précises concernant l'organisation de la vie étudiante. Conformément au Code de l'éducation, tout non-respect de ces règles déclenche une enquête interne dont les éléments sont, le cas échéant, transmis à une section disciplinaire. Cette procédure, qui ne se substitue pas à l'enquête judiciaire, a été suivie dès le lendemain de l'occupation de l'amphithéâtre Boutmy le 12 mars 2024. A l'heure où cet événement fait l'objet de désinformations et de récupérations politiques, il est indispensable de laisser les instances compétentes mener à bien cette mission sans ingérence extérieure, qu'elle soit gouvernementale ou médiatique.

4- Aux antipodes de ce que veulent suggérer des polémiques récurrentes, largement orchestrées sur les réseaux sociaux et exprimées sur le mode de la diffamation, notre université participe pleinement à la vitalité de la vie démocratique. Notre projet académique, fondé sur la pluridisciplinarité et l'ouverture à l'international, offre aux étudiantes et étudiants venus de toute la France et du monde entier, **l'excellence de la recherche actuelle pour nourrir leurs réflexions, les former et les responsabiliser** *(((FAUX, idem)))* face aux immenses défis auxquels leur génération est confrontée.

5- Nous affirmons notre attachement au respect des valeurs humanistes qui fondent notre université, soit la transmission des savoirs, **la formation au débat argumenté** *(((FAUX, idem, il existe au moins un astrophysicien et un historien qui ne cessent de proposer un débat argumenté, depuis des années, sans issue pour cause de doxa, lois illégitimes & illégales ainsi que vastes prébendes)))*, l'ouverture sur le monde et un **engagement renouvelé en faveur de la liberté de la connaissance** *(((SAUF ce qui pourrait déranger l'état fantoche, ses financiers et obligés, la doxa)))*. Notre liberté académique repose sur une tradition philosophique ancienne des universités françaises et européennes, **une éthique professionnelle et une responsabilité que nous exerçons pleinement en promouvant la rigueur scientifique et l'expression du pluralisme dans le respect de l'échange contradictoire** *(((FAUX, idem, il existe au moins un astrophysicien et un historien qui ne cessent de proposer un débat argumenté, depuis des années, sans issue pour cause de doxa, lois illégitimes & illégales ainsi que vastes prébendes)))*. Devant la gravité absolue de la guerre au Proche-Orient*** ainsi que dans d'autres zones de conflits à travers le monde, il est **impératif de laisser les universités rétablir le chemin du débat d'idées et du dialogue** *(((IRREALISABLE sous le carcan des bananes bolcheviques)))*.

Ce sont ces principes fondamentaux que nous porterons auprès de l'administration provisoire de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, en travaillant aux côtés de la présidente de la FNSP et de la présidente du conseil de l'Institut.

+ "inscription dans le contrat de la future direction du « respect des valeurs de la République et de la liberté d'expression *(((donc en termes plus clairs: dans l'irrespect de la Nature et l'esclavage de la doxa raie-publicaine)))*

Et d'évoquer la mise en place « d'un plan d'action de Sciences-Po pour les trois ans à venir ». Cela passera par une « charte *(((scélérate)))* », à l'attention des associations qui organisent ces débats, où elles s'engageraient à respecter la liberté d'expression, de débat, avec des règles de prises de parole à fixer, et sans débordements. *(((chimérique sous le poids de la Gueuse)))*"

Cependant, si vous vouliez vraiment voir...

Vous vous targuez de politique? Alors pourquoi ignorez-vous le FAIT en plus de l'illégitimité ab initio de la Gueuse'89, que depuis 1848, **AUCUNE** loi de la raie publique n'a la moindre valeur SELON SES "propres" TEXTES? cf**** **Etes-vous là ignorants ou plutôt complices???**

*** 6-3-24 LOI visant à renforcer la réponse pénale contre les infractions à caractère raciste, antisémite ou discriminatoire** *fourre-tout, y compris* *(((non publique)))* **c'est à dire privé!** Alors au sein (de la catin Mari(((j)))anne) de votre école ou des universités du régime de bananes bolchevique: pas MEME en rêve!?

**** cf Posternak™**

***** Dont LA solution finale à deux états est officielle depuis 1934: Birobidjan!**

Mais il semble que vos super profs, chercheurs, ne le savent pas... A moins qu'il leur soit INTERDIT de le savoir et plus encore de le faire savoir..?

**** « Depuis 1789™ » sans légitimité ni légalité, et encore moins depuis 1848 et la fin de leur fausse restauration: illégalité & illégitimité raie publique selon ses "propres" textes parce leur capharnaüm de lois était déjà tel qu'ils ont juste oublié l'article premier du Code Civil: "Toute loi doit être signée par le Roi" modifié en toute illégalité & illégitimité "sous le tapis" par Raffarin en 2004 avec ajout de *(((parenthèses)))* (ou le Président)...

Et parce qu'un avocat anti delirium divoc (possédé en hébreu) a relevé ce point, la Prostituée s'est offert une vidéo "ouin complotistes!" diffusée dans les commissariats et réseaux sociaux (s'enfonçant plus encore)...

Plus les trucs *(((Sarko)))*: UE, guerre en Lybie sans "avis du peuple" comme la 3ème catin en 1939 contre l'Allemagne et pour la clique internationale...

Avec récemment double option du MEME acabit, toujours strictement hors légitimité & légalité, de charcutage, que vos "enseignants-chercheurs" aveugles n'ont pas senti, par les scélérats "accords" avec l'usurpateur d'Ukraine et la placée de Moldavie...

Le fumeux "Article 50" d'Asselineau (qui va pleurer s'il trouve sa prostituée chérie à sa place sur l'Index) n'est donc pas même utile puisque d'aucune assise véritable...

Sans chercher plus loin (ce qui est facile), l'entité spoliant la France n'ayant pas la moindre légitimité ni légalité, la France n'est PAS dans l'UE qui ne s'appuie identiquement que sur mensonges, escroqueries & corruptions..!

C.Q.F.D. ?

Pensez GRAND: pensez Birobidjan!

LA solution finale à deux états depuis 1934!

#BirouchalayimBirobidjan!

#AliyahBirobidjan!

#JOBirobidjan

#ErouvUniqueBirobidjan

#VéritéPourlaPaixdesPeuples

Salut à la Vérité!

#ChristRoy!